

Paris, le 16 septembre 2014

Bernard CAZENEUVE
Ministre de l'Intérieur

Référence : PM/TK/083/14

Objet : Projets Bepecaser et Continuum éducatif

Monsieur le Ministre,

Dans un courrier du 11 août 2014 envoyé à Monsieur le Préfet Thierry Lataste (PM/TK/072/14), le SNICA-FO a exprimé son souhait d'être informé des travaux relatifs à la rénovation du diplôme d'enseignant de la conduite et de la sécurité routière.

Dans sa réponse en date du 22 août, Monsieur le Directeur de cabinet nous a fait part des différentes étapes qui conduiront à la mise en place de ce titre professionnel. La DSCR a été chargée de prendre en compte les évolutions réglementaires à adopter dans le cadre du déploiement de ce nouveau diplôme. Nous avons donc été invités à nous en rapprocher afin de disposer des éléments utiles. Par conséquent, nous avons saisi le 01 septembre, puis le 11 septembre, le Délégué interministériel.

Pour autant, nous n'avons toujours pas obtenu ces documents. Cette réticence manifeste à communiquer, sur un sujet qui nous concerne pourtant au plus haut point, en devient suspecte et laisse bien sûr présager quelque orientation peu satisfaisante pour les IPCSR et DPCSR, ou du moins sur le rôle qui leur reviendrait au sein du dispositif de l'évaluation et de la formation.

Pour mémoire, cette exigence de transparence a déjà été formulée à plusieurs reprises au cours de réunions avec la sous-direction ERPC. Nous ne saurions approuver ces méthodes qui consistent à ne pas partager avec les organisations syndicales représentatives des IPCSR et DPCSR des travaux de première importance sur l'avenir de l'éducation routière.

Au regard du contexte anxiogène dans notre domaine d'activité et des incertitudes auxquelles sont confrontés les personnels sur leur propre avenir, il nous paraît indispensable que l'Administration donne une suite prompte et favorable à ce type de demande. Pour ce faire, nous sollicitons votre intervention.

Par ailleurs, un projet de la DSCR, relatif au post-permis, semble bien avancé. Dans ce dernier, les titulaires du Brevet d'Aptitude à la Formation des Moniteurs (BAFM), salariés d'entreprises privées ou chefs d'entreprise, sont pressentis pour assurer les stages nécessaires au renouvellement du permis de conduire tous les 15 ans. Alors que sont vantés les mérites du « *dialogue franc et constructif* », là encore, nous constatons que notre Administration avance masquée. De tels éléments sont de nature à attiser le mécontentement des personnels et à accroître leur déception.

Une telle orientation, si elle devait se confirmer, irait à l'encontre d'un post-permis gratuit assuré par des IPCSR et DPCSR, fonctionnaires d'Etat. Comme vous le savez, nous défendons ardemment le développement d'un continuum éducatif au sein duquel les agents que nous représentons tiendraient un rôle majeur. Si un cycle de réunions doit voir le jour afin d'envisager les perspectives d'évolution des missions des agents, vous conviendrez que les dés ne doivent pas être pipés. Il s'impose de savoir d'emblée si nous construirons ensemble, ou si les organisations syndicales feront acte de présence pour discuter à la marge du déploiement de mesures déjà imaginées par vos services.

Pour l'heure, nous vous demandons de bien vouloir nous communiquer les informations relatives aux travaux en cours sur le développement de ce post-permis.

Persuadée de pouvoir compter sur votre volonté de rétablir la plus grande limpidité dans nos échanges, je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute considération.

Signé

Pascale MASET
Secrétaire Générale

Copie : Thierry LATASTE, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Intérieur
Michel LALANDE, Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur